

MARC HENRIOUD

LES
Anciennes Postes valaisannes

ET LES
COMMUNICATIONS INTERNATIONALES

PAR LE
SIMPLON ET LE GRAND ST-BERNARD

1616-1848

Extrait de la *Revue Historique Vaudoise*.



LAUSANNE
IMPRIMERIE LUCIEN VINCENT

1905





Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010021973

PA 559

MARC HENRIOUD



LES

Anciennes Postes valaisannes

ET LES

COMMUNICATIONS INTERNATIONALES

PAR LE

SIMPLON ET LE GRAND ST-BERNARD

1616-1848

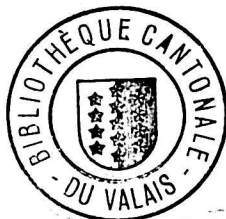
Extrait de la *Revue Historique Vaudoise*.



LAUSANNE

IMPRIMERIE LUCIEN VINCENT

1905



PA 659

INTRODUCTION

A l'occasion de l'ouverture à l'exploitation de la ligne internationale de chemin de fer du Simplon, il nous a paru de quelque intérêt d'étudier ce qu'était le service postal en Valais aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles et dans la première moitié du ^{xix}^e, c'est-à-dire dès son origine jusqu'à la centralisation des postes suisses, en 1848.

Dans ce but, nous avons consulté les recès de la Diète du Valais, de nombreuses pièces détachées des archives de l'Etat ¹, les archives privées de la famille Fischer à Berne, les recueils de lois du Valais, les documents officiels imprimés concernant les Postes cantonales valaisannes, et divers travaux historiques.

Nous devons des remerciements spéciaux à l'archiviste d'Etat du Valais, M. Ogier, qui nous a grandement facilité la tâche, ainsi qu'à M. R.-L.-F. de Fischer, à Berne, qui a bien voulu mettre à notre disposition des pièces manuscrites importantes. Nous nous étions également adressé à l'Abbaye de St-Maurice et à l'Hospice du Grand St-Bernard pour

¹ Cotées G. F. III 26 b.

obtenir des renseignements. M. le chanoine Bourban nous a aimablement répondu que les Archives de l'Abbaye ne fournissent aucune donnée sur l'état de la question qui nous occupe. Quant aux Archives du Grand St-Bernard, elles ont été détruites par l'incendie qui a consumé l'hospice en 1555. Le prieur, M. Ch. Lugon, a bien voulu nous transmettre une note relative à l'année 1707, note que nous avons utilisée.

Nous empruntons au remarquable travail de M. Hilaire Gay : « Les origines des relations commerciales du Valais et de l'Italie »¹, les renseignements suivants qui, complétés de quelques notes, serviront d'introduction à la présente étude :

« Avant l'ère chrétienne, le col du Pennin (nommé ensuite Mont-Jupiter ou Mont-Joux, puis Grand St-Bernard), était connu et fréquenté depuis un temps immémorial par les marchands et les voyageurs. Jules-César nous raconte, dans ses *Commentaires*, que les habitants de la vallée Pennine rançonnaient ces derniers et soumettaient les marchandises qui traversaient leur pays à des droits de péage et de transport exorbitants... La bataille d'Octodure (Martigny) ayant assuré la domination de Rome (58-50 avant J. C.), rien ne s'opposa plus à ce que cette dernière ouvrît à ses armées la voie militaire du Mont-Joux, et à son commerce la route (plutôt le chemin muletier) du Simplon, qui mit plus particulièrement en contact les habitants de la haute Italie et de la vallée supérieure du Rhône. Les quelques renseignements que l'histoire nous a transmis sur ces premières relations nous indiquent qu'elles atteignirent un certain degré d'importance, et qu'elles exercèrent une puissante influence civilisatrice sur les peuplades primitives du Valais...² »

¹ Mélanges d'histoire valaisanne, Genève 1891.

² Une pierre milliaire érigée sous les Césars Volusien et Gallus (milieu du III^e siècle), et découverte à Sion, porte le Leuga XVII, distance exacte de cette ville au point culminant du Simplon. — *Boccard, Histoire du Valais*, p. 367.

Après plus de quatre siècles d'une paix profonde, le Valais subit le contre-coup de la décadence impériale. L'activité des relations qu'il entretenait avec l'Italie diminua sensiblement. Les invasions des Alemanes; des Burgondes, des Francs, des Lombards, des Sarrasins, des fléaux de tout genre, qui dévastèrent les plaines du Rhône pendant les premiers siècles du moyen âge, arrêtaient l'essor que les Romains avaient donné au commerce, à l'industrie et aux arts...

Vers la fin du VIII^e siècle, nous voyons le pape Adrien I^{er} recommander à Charlemagne de protéger les maisons hospitalières établies sur les passages alpestres...¹

Après avoir subi la domination des Burgondes, des Francs et des rois de la Bourgogne transjurane, le Valais fut réuni, vers l'an 1032, à l'empire d'Allemagne...

L'ordre social ayant repris quelque stabilité, nous voyons les évêques vouer leur sollicitude aux intérêts du commerce et de l'industrie... Les marchands lombards et florentins trouvaient par le col du Simplon un passage qui leur permettait de se diriger sur la France, passage qui redevint ainsi une importante route commerciale. Dès le XIII^e siècle, nous voyons ces corporations de négociants conclure avec le Valais des traités successifs, dont les principales clauses concernent la libre circulation des marchandises et la fixation des droits de souste et de péage.²

¹ En l'an 807, des relais de poste furent établis, conformément aux instructions de Charlemagne, sur les routes d'Allemagne, d'Italie et d'Espagne. La route d'Italie partait d'Auxerre et passait par Autun, Lyon et le Mont Saint-Bernard. — Maury : *La Poste avant Louis XI*. — On sait que sous Charlemagne, comme sous les Romains, la poste était exclusivement destinée à l'Etat ou au souverain. — Vers le milieu du XI^e siècle, Saint-Bernard de Menthon parvint à élever le célèbre hospice qui porte son nom. (H. Gay). L'an 1189, Thomas, comte de Maurienne, autorisait les religieux à tracer la route qui leur paraîtrait la plus convenable. Il leur accordait en même temps un libre pâturage pour les chevaux qui seraient employés aux transports. (Boccard, *loc. cit.*)

² Six soustes (halles aux marchandises) principales avaient été établies en Valais, savoir : à Martigoy, Riddes, Sion, Louèche, Brigue et Simplon.

Ces conventions nous apprennent aussi que le Simplon n'a pas toujours offert, ni au marchand ni au voyageur, toute la sécurité désirable et que les Valaisans et les Italiens n'ont pas toujours vécu dans la meilleure intelligence.

De 1250 à 1268, le Valais maintenait néanmoins avec le val d'Ossola des relations de commerce plus étroites qu'à aucune autre époque. L'Ossola offrait à tout le territoire voisin un débouché essentiellement favorable au trafic des produits alimentaires.

Le col de Monte-Moro, qui met en communication la vallée de Saas avec celle d'Anzasca était, dans les ^{xiii}^e, ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, un passage très fréquenté, il n'avait cependant pas la même importance que celui du Simplon, qui était la véritable voie commerciale. »¹

I

XVII^e SIÈCLE

Origines du service postal en Valais : les tambours font l'office de messagers. Nomination de deux courriers. Le courrier Lyon-Milan en 1640. Deux entreprises rivales. Octroi du libre passage par le Valais aux courriers Fischer.

Dans la première moitié du ^{xvii}^e siècle, le service postal se faisait de la façon la plus rudimentaire. Avant 1616, ce sont les tambours (Spillütten) du Gouvernement qui font l'office de messagers. Ils reçoivent une modeste rétribution, moitié espèces et moitié nature. Fort probablement, ils ne transportaient que les lettres officielles. Comme on le conçoit, ce service laissait beaucoup à désirer et la Diète jugea conve-

¹ Quoique dans le moyen-âge la route du Simplon ne consistât qu'en ponts jetés sur d'effroyables précipices avec plus de hardiesse que de méthode, elle a servi, dit Bocard (loc. cit), de communication très active avec le Levant, entre les villes de Lyon, Milan et Venise.

nable d'apporter quelque amélioration à un système qui ne répondait plus aux besoins de l'époque. Dans sa séance du 12 décembre 1616 ¹ « il est de nouveau rappelé, à la fin, qu'il serait utile et profitable d'établir dans le pays deux exprès ordinaires (Statt oder Leüfferboten) à *disposition publique*, auxquels on allouerait un salaire. Sont désignés à cet effet Michel Am Büel de Loèche et Im Krumb habitant à Sion, lesquels connaissent les langues. Ils prêteront le serment usité. On leur alloue 1 franc par jour, plus le grain ou revenu de Monthey ou Val d'Illiez comme salaire (Warttgelt), lequel était accordé aux tambours. » ²

L'idée de ces deux seuls courriers, parcourant le Valais, fait sourire à notre époque d'électricité et de télégraphie sans fil. Leur établissement peut être considéré comme l'origine de la poste aux lettres en Valais. Les bases du nouveau service ainsi jetées, la Diète ne paraît plus s'occuper de la poste pendant un long laps de temps. Les recès n'en font, du moins, aucune mention jusqu'en 1690.

Mais si la correspondance privée était presque nulle dans l'intérieur du pays, l'échange international des lettres devait, au xvii^e siècle déjà, avoir quelque importance. Dans la première moitié de ce siècle, des courriers s'occupent du transport des missives privées et autres de France et de Genève pour l'Italie. Ainsi, un *Avis postal*, donné à Sion le 1^{er} janvier 1640 et signé Scherer, informe le public que

« L'ordinaire établi par Milan et autres villes d'Italie par
» tira dorénavant de Genève, par la voie de Sion et du
» Valais, tous les mercredis matin. Par lequel on pourra
» envoyer les lettres assurément de Lyon pour Milan dans
» le terme de 10 jours en hiver, et de Genève (pour Milan)
» en huit et pour toutes autres villes et lieux d'Italie fort

¹ Aucune mention de la poste n'est faite dans les recès de la Diète avant cette date.

² Extrait du protocole de la Diète.

» promptement, moyennant qu'on les adresse dans Genève
» à M. Andrey, patron, ou à St-Maurice à M. de Fayot, et
» en Syon, pays du Valais, au maître de ce courrier, les
» faisant franc de port depuis Lyon jusqu'à Milan, en raison
» de 10 sols de roy par once et les lettres simples à raison
» de 5 sols, et de Genève (pour Milan) à 8 sols de roy par
» once et les lettres simples à 4 sols. ¹ »

En 1675, Bêat Fischer de Reichenbach, patricien bernois, réorganisa et afferma les postes de son canton et donna à ce service un essor inconnu jusque là. Fischer devint en outre concessionnaire du « privilège » des postes des cantons de Soleure, de Fribourg et du Pays de Neuchâtel.

« Non content du territoire relativement vaste qu'il lui était donné d'exploiter, il se mit en mesure de supplanter, dans le Valais, le service de courriers que les sieurs Thellusson et Guiguer, citoyens de Genève, y entretenaient depuis un certain nombre d'années. ² »

Bêat Fischer, en effet, n'avait pas tardé à s'apercevoir de l'importance du Valais pour le transit. « Ses regards s'étaient portés sur les passages du Simplon et du St-Bernard et son intention était d'établir une correspondance directe entre Paris et Milan. En 1690 déjà, il offrait à Louvois d'effectuer en 17 jours, avec des lettres, le trajet Paris-Milan et retour. Jusqu'alors il en avait fallu 35. Louvois déclara la chose impossible à cause des montagnes. La guerre ayant éclaté sur ces entrefaites, l'exécution de ce plan dut être différée. Cette guerre donna même l'occasion d'un traité entre Fischer et le marquis de Cavaglia, maître-général des postes du Piémont, traité conclu à St-Maurice le 2 juillet 1692. Il fut convenu que, dorénavant, le transport des lettres de Turin à St-Maurice (par le Grand St-Bernard) aurait lieu en

¹ Cet avis fut affiché à Fribourg. — Berchtold : Histoire du canton de Fribourg, T. III, p. 6.

² Journal « l'Union postale », 1882.

48 heures, que les dites lettres serait réexpédiées sans retard sur Genève ou Berne et que, de cette dernière ville elles parviendraient à Amsterdam en 6 jours. Il fut aussi pourvu à l'amélioration, à Turin, de la correspondance pour Gênes et Livourne. Les communications entre Berne et Turin avaient lieu deux fois par semaine. La taxe des lettres d'Amsterdam pour Turin fut fixée à 22 sols.

Il sera également établi une messagerie, à cheval, cela s'entend, pour le transport des voyageurs. La course aura lieu au début une fois par quinzaine, plus tard, elle deviendra hebdomadaire. Un voyageur payait, de Berne à Turin, 60 livres.

Ce traité fut conclu pour la durée de la guerre. Sa mise en activité dut être suspendue pendant un certain temps, les entrepreneurs du courrier de Genève, Thélusson et Guiguer, ayant ouvert un sac cacheté et dérobé les instruments de ratification expédiés de Turin. Cet incident n'est qu'un des nombreux actes d'hostilité d'un « conflit postal », qui dura deux ans, entre Fischer et l'entreprise genevoise. En 1690, Thélusson et Guiguer avaient obtenu de la République de Genève concession et privilège pour établir une poste entre Genève et Turin par le St-Bernard. Cette poste passa pour commencer par le Chablais. Mais, lorsque les Français eurent occupé la Savoie, Thélusson choisit l'autre rive du Léman sans se soucier de LL. EE. de Berne et se comporta comme s'il eût été en possession de la régle des postes dans le Pays de Vaud. Fischer s'opposa aussitôt au passage des courriers genevois. Toutefois, une convention entre les deux entreprises fut signée à Morges le 10 mai 1691. En vertu de ce convenant, Fischer était seul autorisé au transport des lettres entre Genève et St-Maurice. De là à Aoste, il demeurait en concurrence avec les deux genevois. Cette convention ne fut pas respectée par les sieurs Thélusson et Guiguer et Fischer dut s'adresser aux baillis

du Pays de Vaud, pour qu'ils missent obstacle au passage de la valise postale de l'entreprise rivale.

Genève prit alors parti pour ses ressortissants et députa à Berne le secrétaire de la ville, Gautier, pour réclamer le libre passage de la poste Thélusson. Cette démarche n'ayant eu aucun succès, les Genevois usèrent de représailles à l'égard du bureau de poste que Fischer entretenait dans leur ville.

Ces querelles ne se terminèrent que lorsque la route du Chablais fut de nouveau ouverte à la circulation, soit vers la fin de l'année 1692 ¹. »

* * *

En 1690, un nommé Perdrot offrit à la Diète du Valais d'organiser une poste depuis Genève à Milan. Cette demande est agréée avec le désir que ce projet puisse être mis à « effet ² ».

Nous ne pensons pas qu'il ait été exécuté, car il n'est plus question de Perdrot dès ce moment dans les actes de la Diète.

Par contre, en 1698, les Fischer ³ demandent de pouvoir établir une « messagerie à cheval » par le Valais. Cela leur est accordé à la condition qu'ils usent de discrétion quant aux lettres ⁴. »

En gens avisés, les fermiers des postes bernoises ne veulent rien entreprendre sans qu'on leur « donne par écrit ce qui a été promis oralement à l'un d'eux ⁵ ».

¹ Sammlung Bernischer Biographien. Herausg. von dem Histor. Verein des K. Bern. V. Heft, R. L. F. von Fischer: BEATUS FISCHER. Bern, 1885.

² Recès de la Diète, 26 août 1690.

³ Bêat Fischer étant mort le 23 mars 1697, ses trois fils, Henri, Samuel et Bêat, continuèrent son œuvre.

⁴ Recès de la Diète, 7/17 mai 1698.

⁵ Ibidem, 10/20 décembre 1698.

La question ne tarda pas à être heureusement résolue par la remise à MM. Fischer de lettres-patente leur octroyant le monopole du courrier Genève-Milan sur territoire valaisan. Voici la teneur de ce document ¹ :

Nous, grand Ballif et Orateur de sept dixains de la République du Vallay à Sion, pour les intérêts et négoce de nostre pays assemblés, scavoir faisons que nous avons accordé à M^{rs} les frères Fischer, Seigneurs de Riquebach, le pouvoir, privilège et droit, de pouvoir establir dans nos terres et pays des courriers et messagers, par postes et messageries, qu'ils pourront establir de Milan à Genève, à l'exclusion de tous autres qui pourrait, et voudrait entreprendre quelque chose, au préjudice des Postes et Messageries, qu'ils établiront, et en considération des frais qu'il faut qu'ils fassent pour des établissements de ceste nature, lesquels sont grands, et ayant fait réflexion et examiné l'utilité et l'avantage que cela pourra apporter à nostre Etât et pays, avons accordé tels droits, et privilèges aux dits seigneurs Fischer de Riquebach, lesquels nous revestons dès à présent, des dits droits, pour les posséder paisiblement pendant le cours et espace de 15 années, avec défense que ferons à un chacun sous peine de nostre disgrâce, et châtiment d'insulter ou nuire, ceux qui seront de leur part établis, ains leur ayder et assister, de tout leur pouvoir dans l'occasion avec commandement que ferons à nos gouverneurs, de tenir main à ce que personne n'aye à les chagriner, puisque tel est nostre plaisir et volonté, avec expresse condition, que lesdits Seigneurs Fischer, les lettres d'Etat et circulaires du Pays et de Seigneurs seront obligés de rendre libres, et les autres lettres étrangères au même prix qu'elles auront été rendues cy-devant et de faire diminuer, en France, s'il se peut, le port des lettres qui en viennent, et qu'ils se serviront de gens fidèles du pays, en foy de quoy nous avons fait sceller les présentes avec le sceau de nostre République et signet de nostre Secrétaire d'Etat ².

Donné à Sion, le 15 décembre 1698.

KREYS, *Secrétaire d'Etat*.

¹ Archives de M. R. L. F. von Fischer à Berne : Post Tractaten-Buch I.

² Cette patente fut renouvelée sans changement en 1713, 1728, 1742, 1757 et 1772. Au renouvellement de 1788, fait à Sierre par acte signé Agristess, chancelier, il est stipulé, en outre, que « MM. Fischer donneront une augmentation de gazettes, savoir : une de Hurter au secré-

II

XVIII^{me} SIÈCLE

La franchise de port pour toutes les lettres écrites et distribuées en Valais. Les postes dans le Bas-Valais. La poste Fischer: Traités de Turin, Milan et Gênes. Le transit international. Le courrier de Milan. Horaire postal de 1755. Les postes helvétiques.

Pour le privilège qui leur était ainsi accordé, les Fischer ne payaient, chose digne de remarque, aucun droit à l'Etat ¹. Comme compensation, ils s'engagent à livrer gratuitement les lettres du gouvernement et des seigneurs. Ce que ne dit pas clairement le document ci-dessus, c'est que *toute lettre, du gouvernement ou des particuliers, écrite dans le Valais pour le pays-même devait être remise franche de port*. Les lettres du dehors seules étaient passibles d'une taxe, mais pour le parcours étranger au canton seulement. ✓ Ce n'est qu'en 1830, date de la création d'une Régie des postes, qu'une taxe pour les lettres internes fut établie.

Il convient d'ajouter que les lettres n'étaient point remises à domicile par la poste Fischer, mais simplement déposées aux bureaux de la route : St-Maurice, Martigny, Sion, Loèche, Viège, Brigue.

taire d'Etat; une de Bâle au Grand Châtelain de Sion; une allemande au Juge de Mœrel; une française au Banneret de l'Entremont, à celui de St-Maurice et à celui de Monthey. Le prix des lettres (étrangères) sera scrupuleusement observé selon le tarif du 16 décembre 1773. Le messenger de Monseigneur l'Evêque passera librement, sans aucun obstacle, avec ses lettres et celles des R.R. P.P. capucins.»

¹ A la Diète de décembre 1701, le Grand Baillif manifeste son étonnement de ce que la poste Lyon-Milan a été établie sans proposition de traité avec l'Etat, qui aurait pu négocier quelque avantage. Le chancelier d'Etat est chargé d'adresser une lettre à MM. Fischer dans cet esprit et de prendre informations plus amples. — Recès, 7/17 décembre 1701.

Il est aussi à remarquer que MM. Fischer n'avaient que la concession du courrier Genève-Milan. Dans l'intérieur du pays, dans les dixains, le service postal était confié, comme nous le verrons plus loin, à d'autres entreprises privées.

Les Fischer n'avaient eu d'autre prétention que celle d'obtenir libre passage à travers le Valais pour le transport de la correspondance internationale. Cette faveur exceptionnelle leur valait gros, aussi ne ménageaient-ils pas les présents aux autorités du pays ¹.

« Par contre, ils ne faisaient aucun bénéfice avec les postes internes du Valais, car ils n'avaient que les ports des lettres venant de Berne. Ils livraient gratis toutes les lettres s'écrivant et se débitant dans le Valais. Celles du dehors devaient être remises à des prix raisonnables. Le service postal intérieur était presque nul, vu le peu de commerce. Un citoyen du Valais soignait la course de Milan et les différents bureaux de poste (Fischer) du Valais, en retirait les profits et les défalquait ensuite sur son compte annuel des frais de la course de Milan ². »

Les recès de la Diète nous fournissent quelques renseignements sur les postes du Valais au XVIII^e siècle :

En 1703, les « courriers et postes » donnent lieu à de longues délibérations, ensuite desquelles il est décidé que « dès à présent jusqu'à la prochaine Diète, chaque dixain les mettra en location rière son district, au profit de l'Etat. En Bas de la Morge, ces entreprises ayant déjà été remises par quelques dixains, ainsi que l'on apprend, au châtelain de Kalbermatten, on continuera de même et établira compte avec le même, réservant que S. G. l'évêque participera au profit à

¹ Le renouvellement de la concession du passage par le Valais coûtait ordinairement à MM. Fischer 50 louis en honoraires et présents.

² Archives de la Direction générale des postes, à Berne : 1^o Berichte über den Postdienst Helvetiens (1764-1790), I p. 175 (Enquête relative aux postes bernoises); 2^o Frisching et Steiger : Agitata des Postwesens (Enquête relative aux postes bernoises).

prorata, en raison de l'entretien des ponts et que si l'on ne peut convenir à cet égard, cet objet fera partie des intérêts communs de l'Etat ¹ ».

L'année suivante (1704), « de Kalbermatten paye les 116 pistoles convenues pour la poste dans le Bas-Valais pour l'année écoulée. Il sollicite continuation, offrant pour l'avenir 150 pistoles par an ; mais le gouverneur de St-Maurice, Valentin Jost, offrant 200 pistoles et 40 pistoles de pourboire, on accorde avec ce dernier ² ».

Au mois de mai 1705, « on apprend que des nationaux (Valaisans) s'autorisent à faire la poste dans le Val d'Oste au grand détriment du pays. On proteste contre eux inquantum ³ ».

Au mois de décembre de la même année 1705, « le capitaine de dixain et gouverneur Jost qui, il y a une année, a entrepris la poste en Bas de la Morges avec le gouverneur Weingartner paie la somme convenue et se recommande pour ultérieur ; on la lui accorde pour cette année bien que d'autres offrent quelque chose de plus, considérant entre autres la notable augmentation qu'il a offerte en entrant ⁴ ».

En décembre 1706, « Jost rend compte des argents de la poste pour le rate du temps ; mais vu, dit-il, qu'il n'a pas perçu les argents de ses subordonnés, il demande terme pour le paiement complet jusqu'à prochaine Diète. On y consent ⁵ ».

Ici s'arrêtent les renseignements contenus dans les protocoles de la Diète valaisanne relativement au service postal dans l'intérieur du pays.

¶ Les archives du Grand St-Bernard nous apprennent qu'en

¹ Recès de la Diète, 5-17 décembre 1703.

² Ibidem, 5-17 décembre 1704.

³ Ibidem, 13-25 mai 1705.

⁴ Ibidem, 9-18 décembre 1705.

⁵ Ibidem, 1-11 décembre 1706.

1707, un religieux alla consigner et remettre au gouverneur de St-Maurice la valise du *postillon* de Bourg-St-Pierre, mort sous l'avalanche ¹.

Les archives du Valais sont muettes en ce qui concerne les postes dans le Haut-Valais au XVIII^e siècle.

Quant aux postes Fischer, elles jouissaient en Valais d'un excellent renom, au XVIII^e siècle.

En 1728, la Diète renouvelle, en faveur des Fischer, la concession du passage par le Valais aux mêmes conditions que précédemment, « vu la grande commodité qui en résulte en l'expédition des lettres ² ».

Les traités postaux de Turin (1744) et de Milan (1768) réglaient les relations postales entre la Suisse et l'Italie par le Simplon et assuraient aux courriers Fischer le passage en Piémont et dans le Haut Novarrais.

Une convention du 26 février 1768 rétablit « le transport des malles ordinaires » entre Genève et Turin par le Grand-St-Bernard et le Val d'Aoste.

Le traité de Gênes (1769) établit des rapports directs entre les administrations postales de France et d'Italie (Milan) par l'intermédiaire des courriers Fischer.

L'entreprise bernoise se chargeait de transporter deux fois par semaine, de Versoix à Milan et vice-versa, un sac de lettres pour le compte des deux offices de France et de Milan. Pour ce transport, la France payait à MM. Fischer un droit de 40 sols tournois, poids de marc, par once de lettres nationales, c'est-à-dire de l'Etat et ville de Milan, et 47 sols tournois par once de lettres foraines, c'est-à-dire provenant d'autres Etats d'Italie que le Duché de Milan.

L'office de Milan payait à MM. Fischer 30 sols de Grida par once pour les lettres venant d'au-delà de Brigue et 10

¹ Communication de M. Ch. Lugon, prieur et buraliste postal au Grand St-Bernard.

² Recès de la Diète, 9-18 décembre 1728.

sols par once pour celles venant de Brigue et en-deçà, avec déduction de 5 % sur le total, en faveur de l'administration milanaise.

Le courrier de Milan rapportait de gros bénéfices à MM. Fischer. Aussi, à chaque renouvellement de traité avec l'administration milanaise, de fortes sommes étaient dépensées en honoraires et présents ¹.

Les recettes du courrier s'élevèrent pour l'année 1773 à 22,790 L. de Berne.

Les dépenses ascendaient à 8,713 L.

Le bénéfice était donc de 14,077 livres.

Les recettes de 1773 se répartissent comme suit :

Lettres de France, Genève et Brigue pour Milan	L. 5453
» » » » » Domo-	
d'Ossola	» 1814
Lettres de Milan pour le Valais	» 1148
Lettres d'Italie pour la France	» 8231
» » » Genève	» 6144

Voici ce que coûtait à MM. Fischer le courrier de Milan, pour le parcours du Valais, en 1773 :

Courrier et chevaux de Brigue à Domo-d'Ossola	L 1000
5 chevaux de Sion à Brigue	» 917
7 chevaux et 3 courriers de St-Maurice à Sion	» 1670
Risques et déchet de 3 chevaux de Sion à Brigue	» 320
Comptes de maréchaux, de selliers et menus frais	» 120
Total	L 4027 ²

* * *

Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, les départs et arrivées des courriers de Lausanne pour le Valais et l'Italie et vice-versa étaient fixés comme suit ³ :

¹ En 1769, MM. Fischer dépensèrent en honoraires, présents et frais de leur député à Milan environ 7800 livres de Berne.

² Agitata des Postwesens, loc. cit.

³ Aygroz, astrologue, de Combremont-le-Petit : *Almanach de Lausanne* (1755).

Départs pour :	Jour et heure.	Arrivée de :
—	Mardi.	ITALIE et Valais.
Valais et ITALIE.	Mercredi.	Valais et route.
Valais et route.	Jeudi.	ITALIE et Valais.
—	Vendredi.	—
Valais et ITALIE.	Samedi.	Valais et route.
Valais et route.	Dimanche.	—

* * *

La révolution de 1798 fit du Valais un des dix-neuf cantons de la République helvétique.

Les postes furent centralisées, des règlements et des tarifs nouveaux furent mis en vigueur, mais les Fischer restèrent à la tête du service.

En date du 10 octobre 1801, le Directoire exécutif décidait que les postes des cantons du *Valais*, du Léman, de Fribourg, de Berne, de Soleure, d'Oberland, d'Argovie et de Lucerne, jusqu'alors administrées par les citoyens Fischer, relèveraient de l'administration centrale des postes de la République helvétique et seraient exploitées pour son compte à partir du 1^{er} janvier 1802. Mais l'exécution de ce décret fut suspendue en date du 22 novembre 1801 et les Fischer demeurèrent au bénéfice de leurs anciens droits. Nous avons vu une quittance délivrée par « l'Office des postes helvétiques » de Sion en 1801.

Les postes helvétiques prirent fin le 4 juillet 1803 par la liquidation des comptes de cette administration. ¹

* * *

« C'est en 1800, dit Boccard ², que commencèrent ces hardis et immenses travaux où la nature devait être perpétuellement aux prises (la construction de la route du

¹ Pour cette période voir : Stäger, *Das Schweizerische Postwesen zur Zeit der Helvetik*.

² Boccard : *Histoire du Valais*, p. 332.

Simplon). Cette chaussée qui, dans les ouvrages des hommes, en a peu qui lui soient comparables, est une voie sûre et commode, d'une largeur et d'une pente constamment égales, qui poursuit son cours majestueux à travers tous les obstacles, attaque de front les rochers, perce les monts, franchit les précipices et conduit sans effort comme sans danger au-dessus de la région des orages, à la naissance même des glaciers. On se trouve dans les nues sans s'apercevoir qu'on a quitté la plaine et l'on court la poste sur le chemin des avalanches ¹. »

III

1802-1810

Mise aux enchères de la Poste aux lettres. Traité postal avec Vaud. Le gouvernement vaudois prend à ferme la poste aux lettres du Valais. Traité postal entre la République italienne et le canton de Vaud. Le service postal dans les dixains de Conches et d'Entremont. Etablissement d'un service de transport pour les voyageurs. La Compagnie des Postes et Diligences. Tarif et règlement de la poste aux chevaux et des diligences. Uniformes.

Bonaparte, par l'action de Tureau, réussit à détacher le Valais de la Suisse.

Le 27 août 1802, les envoyés des Républiques helvétique, française et cisalpine signaient le document qui rendait le Valais république indépendante ².

¹ En 1807, le gouvernement français fit frapper une médaille pour « éterniser l'ouverture de la route du Simplon », D'un côté de cette médaille se trouve le buste de Napoléon, gravé par Andrieux; sur le revers, une figure colossale assise sur des montagnes qui semblent s'affaisser sous son poids.

² Perrollaz Oscar : *Le Valais autour de 1802* (dans l'Almanach du Valais pour 1902).

A l'instar des péages, le privilège de la *Poste aux lettres* fut mis aux enchères.

Une société composée de MM. Duc, grand châtelain du dixain de Sion, Gay, docteur en médecine, et d'Augustini ¹, grand bailli du Valais, en obtint la concession par décret du 1^{er} octobre 1803, moyennant une finance annuelle de 228 livres de Suisse et la remise du *Journal suisse*, de Lausanne, au gouvernement.

Le « décret d'enchère » porte, à l'article 8, que « le port des lettres dans l'intérieur, c'est-à-dire depuis Gondo jusqu'à St-Maurice, ne coûte rien ; que le port des lettres de l'étranger ne coûte rien non plus dès que ces lettres sont arrivées aux limites de la République ². »

L'entreprise de la poste aux lettres s'occupait aussi du transport des paquets et des valeurs.

En date du 5 mai 1804, les fermiers de la poste aux lettres passent avec l'administration des postes du canton de Vaud une convention pour la remise réciproque des lettres, valeurs et marchandises. Par acte additionnel du même jour, le gouvernement vaudois consent à faire à MM. Gay & C^{ie} une réduction sur le prix de remise stipulé dans la convention principale, « vu la position fâcheuse où se trouvent momentanément les fermiers. ³ »

Le 28 janvier 1805, les fermiers des postes (de la poste aux lettres) du Valais cèdent à l'administration des postes du canton de Vaud tous les droits et prérogatives dont ils jouissent en cette qualité, et notamment le droit de conclure des traités avec les administrations étrangères.

¹ En 1810, avant l'annexion du Valais à la France, le notaire Zen-Ruffinen remplace d'Augustini comme associé de la ferme de la poste aux lettres.

² Arch. d'Etat : Lettre des fermiers Gay & C^{ie}.

³ Archives du Département des finances du canton de Vaud : Traité postal avec le Valais, du 5 mai 1804, avec articles additionnels de la même date. Copie contemporaine.

Les fermiers des postes du Valais conserveront ce titre. Ils demeurent seuls engagés envers leur gouvernement. Pour cette cession, l'administration des postes du canton de Vaud leur payera une indemnité fixée comme suit :

pour la 1 ^{re} année,	fr.	10,500
» 2 ^e »	»	11,000
» 3 ^e »	»	11,000
» 4 ^e »	»	11,500

Le canton de Vaud se réservait la faculté de pouvoir résilier ce traité après deux années, soit pour le 1^{er} janvier 1807, en avertissant les fermiers neuf mois à l'avance. ¹

Le canton de Vaud conserva la poste aux lettres du Valais, du moins partiellement, jusqu'en 1831, sauf une interruption de 1810 à 1815, période du Département du Simplon. Nous verrons plus loin que le canton de Vaud passa également, dès 1816, des traités pour l'exploitation de la diligence du Valais.

« Si la Régie des postes du canton de Vaud s'est pliée à l'entreprise des postes du Valais, c'est qu'il y avait ici un haut intérêt, un intérêt infiniment majeur : il s'agissait d'ouvrir des relations directes avec les Etats d'Italie. Le Valais offrait cette facilité... » ²

En effet, le 15 mars de la même année 1805, le gouvernement vaudois réussissait à conclure pour quatre ans, avec la République italienne, un traité pour l'échange direct des correspondances avec l'Italie par le Simplon. ³ Le canton de Vaud obtenait ainsi un transit fort lucratif. A cette époque, un courrier partait deux fois par semaine, à 8 heures du soir, de Lausanne pour le Valais et l'Italie. C'était un char dit à

¹ Arch. du Département des finances du canton de Vaud : Traité pour la reprise des postes du Valais, du 28 janvier 1805.

² Rapport du député Savary sur les postes de Fribourg de 1800 à 1831. Manuscrit. Copie en possession de l'auteur.

³ Archives du Département des finances du canton de Vaud.

l'allemande, découvert, transportant les dépêches, avec un ou deux vóyageurs. ¹

Quant aux Fischer, ayant perdu en 1804 les postes du canton de Vaud, ils abandonnèrent pour un certain temps la route du Valais. Le 13 avril 1804, ils passèrent une convention avec la direction générale des postes italiennes pour l'échange des correspondances par le St-Gothard. ²

* * *

Dans l'intérieur du pays le service postal laissait encore fort à désirer au commencement du xix^e siècle.

Il y avait des dixains qui ne possédaient aucun service postal quelconque.

Ainsi, en 1805, les lettres pour le dixain de Conches restent toujours au delà de quinze jours en chemin. Le président de ce dixain proposa de payer 3 1/2 louis par année à un homme qui irait chercher les lettres à Brigue une fois par semaine.

Pour le dixain d'Entremont il n'y avait qu'un seul messager. En 1804, il a un traitement annuel de 40 francs. En 1805, Etienne-Nicolas Frossard, de Liddes, homme « zélé et vigilant » prend l'engagement d'aller deux fois par semaine, le mardi et le vendredi, prendre les lettres à la poste à Martigny. Il recevra un appointement fixe ³ pour le transport des lettres du gouvernement et demi batz pour les lettres des particuliers. Ce brave homme se plaint bientôt que cette modique rétribution de demi batz lui est « contestée par les uns, marchandée par les autres et surtout payée avec mauvaise humeur sous prétexte de nouveauté ». Plus tard, en

¹ Chavannes Dan.-Alex. : *De l'administration publique du canton de Vaud* de 1803 à 1831, p. 95.

² Posttraktaten Buch, loc. cit.

³ Jusqu'en 1807, 32 francs ; depuis 1807, 40 francs par an, pris sur la recette du dixain. Le messager part de Sembrancher.

1810, le président du dixain demande au conseiller d'Etat chargé du département de Justice, Police et Intérieur, autorité de surveillance des postes, de fournir une valise en peau pour le « postillon » (messager) de l'Entremont. Le baudrier de cette valise devra être revêtu des armes de l'Etat ¹. Le 4 décembre 1807, la Diète « considérant qu'il est dans l'intérêt permanent des habitants du pays, et dans les égards dus aux relations commerciales de la République, d'assurer aux voyageurs qui fréquentent les routes du Valais, des moyens de transport sûrs, réguliers et à un prix modéré », vota une *Loi portant établissement d'un service fixe pour le transport des voyageurs sur toutes les routes de la République*.

« Le Conseil d'Etat établira dans les principales localités du Valais un commissaire chargé d'assurer aux voyageurs les moyens de transport dont ils auront besoin. Ce commissaire appellera auprès de lui tous les propriétaires de chevaux et de mulets de la commune ou des communes voisines et dressera une liste des propriétaires qui voudront se soumettre à voiturier les voyageurs à tour, entre eux et au prix du tarif à fixer par le Conseil d'Etat »². Ce nouveau service fonctionnera sur les routes du Simplon (de St-Gingolph à Domo d'Ossola), du St-Bernard et des bains de Loèche.

Dans la première moitié de l'année 1808, le gouvernement du Valais fut officiellement invité par Napoléon I^{er} à établir la *Poste aux chevaux* (extra-poste) des frontières de la France à celles d'Italie, soit de St-Gingolph à Domo-d'Ossola.

En même temps, des offres étaient faites à la Diète pour l'établissement, sur cette route, d'une *diligence régulière*, « susceptible de procurer de grands avantages à la République en facilitant le passage des voyageurs par son territoire. »

¹ Arch. cant. du Valais : Correspondance relative aux postes.

² Lois et Décrets de la République du Valais, 1805-1810, T. II. Sion 1844.

Le 10 août 1808, l'Etat du Valais accordait le droit d'exploiter la diligence du Valais à la *Compagnie des Postes et Diligences*, société composée de quatre Valaisans : de Rivaz, de Quartery, Joseph-Emmanuel de Riedmatten et Zimmermann¹.

Le service créé par la loi du 4 décembre 1807 fut supprimé sur la route de St-Gingolph à Domo-d'Ossola en date du 31 août 1808. Il continua à fonctionner sur les autres routes du Valais où il ne faisait pas de concurrence au service de la diligence.

Les présidents des dixains furent chargés, dans l'année 1808, de l'organisation de la poste aux chevaux, établissement qu'il ne faut pas confondre avec la diligence ou avec la poste aux lettres².

Un règlement concernant la poste aux chevaux et la diligence de St-Gingolph à Domo-d'Ossola fut publié le 28 août 1808.

Nous en donnons ici quelques extraits : « Nul autre que les maîtres de poste, munis d'une commission spéciale, ne pourra établir des relais particuliers, fournir des chevaux à titre de louage à des voyageurs étrangers ou conduire des voyageurs étrangers en relais, c'est-à-dire en changeant de chevaux. Tout contrevenant paiera une amende de 16 francs de Suisse pour chaque relais fraudé et remboursera aux maîtres de poste le prix des courses faites à leur préjudice.

Ces défenses ne doivent cependant point gêner les Valaisans, qui demeurent libres de voyager de telle manière qu'ils voudront dans le pays.

Nul autre que l'entrepreneur de la diligence autorisé par le gouvernement ne pourra établir des diligences ou voitures

¹ En 1810, les frères Pasteur, de Genève, sont associés de la C^{ie} des diligences.

² La *Poste aux lettres* ne se chargeait que du transport des dépêches et des paquets. La *diligence* transportait les voyageurs et leurs bagages à des jours et heures fixés d'avance. La *poste aux chevaux* (extra-poste) partait à toute heure désirée par les voyageurs.

publiques à jour et heure fixe et marche régulière. La poste aux lettres est exceptée de cette disposition.

Toute voiture quelconque doit céder le pas à la poste aux lettres, à la diligence et à la poste aux chevaux.

Dans le cas d'un accident imprévu, sur la route de St-Gingolph à Brigue, qui empêcherait le passage de la diligence, les présidents des communes sont tenus de faire exécuter les manœuvres et travaux nécessaires pour rendre le passage praticable en attendant que les réparations convenables puissent être faites¹.

Il y aura, dans l'écurie de chaque relais, de la lumière pendant la nuit et un postillon de garde, afin de ne point faire attendre les voyageurs.

Sur la maison du relais, à l'endroit le plus apparent, seront inscrits, en gros caractères, ces mots :

POSTE AUX CHEVAUX

Les postillons et voitures ne pourront se devancer sur la route, mais devront marcher dans l'ordre de leur départ.

La course doit se faire au trot, excepté dans les montées.

Si les maîtres de poste n'ont pas le nombre suffisant de chevaux, ils peuvent en requérir dans le pays au prix du tarif. La réquisition sera faite par les présidents des communes.

Toute contestation ou difficulté entre les voyageurs et les maîtres de poste ou leurs postillons seront décidées sommairement par les présidents des communes.

¹ Dans l'hiver 1809, la diligence doit, à cause des neiges, rester 4 jours à l'hospice du Simplon avec 4 voyageurs. La Compagnie des diligences demande l'autorisation de requérir des hommes sur les lieux et à prix fixe pour le déblaiement de la neige. Pour l'hiver de 1809 à 1810, les frais de déblaiement s'élevèrent à 9573 livres, dont 8000 furent payées par le gouvernement français. (Correspondance relative aux postes).

Les distances de relais à relais sont fixées comme suit :

De St-Gingolph à Vionnaz	2	postes ¹
» Vionnaz à St-Maurice	2	»
» St-Maurice à Martigny	2	»
» Martigny à Riddes	2	»
» Riddes à Sion	2	»
» Sion à Sierre	2	»
» Sierre à Tourtemagne	2	»
» Tourtemagne à Viège	2	»
» Viège à Glis ou Brigue	1 $\frac{1}{4}$	»
» Brigue à Simplon	4 $\frac{1}{2}$	»
» Simplon à Domo	4	»

Total 25 $\frac{3}{4}$ postes

Le prix des chevaux, postillons et voitures est fixé comme suit :

Par poste (2 lieues)	Monnaie du Valais Batz	Monnaie de France Fr.
Par cheval	12	1 80
» postillon	5	0 75
Pour un char à banc	4	0 60
» une voiture couverte quelconque	8	1 20

Le nombre des chevaux à atteler et des postillons pour les conduire est fixé de la manière suivante :

	Chevaux	Postillons
Chars à bancs avec 2 ou 3 personnes	2	1
» » 4 »	3	1
Cabriolets ou chaises à deux places montés sur 2 ou 4 roues, avec 1 ou 2 personnes	2	1
Cabriolets ou chaises à 4 places montés sur 2 roues, avec 1-4 personnes	3	1

¹ La poste (env. 2 lieues) devait être parcourue en 40 minutes.

Limonières à un fond, ou voitures fermées à brancard, avec 2 personnes	3	1
Limonières à un fond, ou voitures fermées à brancard, avec 3 ou 4 personnes	4	2
Berlines ou voitures à timon et limonières, à 2 fonds égaux, avec 3 personnes	4	2
Berlines ou voitures à timon et limonières, à 2 fonds égaux, avec 4-6 personnes	6	2

Pour le passage du Simplon on attellera un cheval de renfort.

Les enfants de 10 ans et au-dessous ne paient que demi-place. Les enfants à la mamelle ne paient rien.

Il est permis de faire porter des lettres par estafette par les propres postillons des postes, avec un seul cheval. »

Les postillons porteront un uniforme consistant en une veste rouge avec collet et parements blancs. Ils porteront également une plaque aux armes de la République avec la légende : « Poste aux chevaux ¹. »

En 1809, l'exploitation de la poste aux chevaux fut confiée à la « Compagnie des diligences ».

La diligence, en transportant les paquets et les valeurs à meilleur compte que la poste aux lettres, lui fit une telle concurrence qu'un de ses associés, d'Augustini, chercha à remettre sa part du privilège. « La malle des lettres, écrit d'Augustini, est transportée par un établissement dispendieux, tandis qu'elle pourrait l'être sans frais par la diligence. »

Aussi verrons-nous les deux entreprises fusionner dès l'année 1815.

La Compagnie des diligences accordait aux Valaisans un rabais sur le prix des places et sur les taxes des envois de marchandises. Ainsi, le port d'un paquet pesant 1 livre

¹ Lois et décrets de la République du Valais. 1805-1810. T. II. Sion 1844.

coûtait, en 1809, 1 batz (15 cent.) pour les habitants du pays et 5 sols (25 cent.) pour les étrangers.

Une place en diligence coûtait, pour les Valaisans, 7 batz (1 fr. 05) par poste.

Pour un envoi d'or monnayé, un Valaisan payait, de Saint-Gingolph à Sion, $\frac{1}{8}$ ‰ de la valeur ; de Sion à Brigue, $\frac{1}{8}$ ‰ ; de Brigue à Domo $\frac{1}{8}$ ‰. Total pour la distance de Saint-Gingolph à Domo, $\frac{3}{8}$ ‰. Pour l'argent monnayé, le double de la taxe de l'or.

Dès 1808 il fut interdit à la poste aux lettres de transporter des voyageurs.

Un *Inspecteur général des postes et diligences*, nommé par le Conseil d'Etat, représentait ce dernier vis-à-vis de la Compagnie des diligences et de la poste aux chevaux. Il veillait à l'exactitude du service, à l'exécution des engagements des entrepreneurs et des maîtres de poste et à l'observation des règlements. Il était chargé de réprimer les abus et devait faire deux tournées générales d'inspection par année ¹.

Ce fonctionnaire portait l'uniforme suivant :

« Habit bleu, croisé sur le devant avec parements rouges et collet de même couleur, brodé d'argent.

Veste et culottes blanches, avec boutons d'argent.

Epée en argent sans dragonne.

Bottes et éperons.

Chapeau à trois cornes avec cocarde noire.

Il lui était loisible de se procurer des pantalons, un gilet et « surtout », dans le sens du costume d'ordonnance ².

¹ En 1809, Charles Odet, capitaine, de Sion, était *Inspecteur général des postes et diligences du Valais*.

² Archives d'Etat, Sion : Papiers relatifs aux postes.

IV

Le Département du Simplon.

(1810-1814)

Organisation des postes du Département. Personnel. Les postes pendant l'occupation militaire étrangère. Règlement de compte final avec l'administration française.

« La route du Simplon, dit Bocard¹, fut le lien qui servit à enchaîner les Valaisans. Napoléon voulait que les Français seuls eussent la garde de cet important passage et il fallut que les Valaisans devinssent Français. Le Valais fut donc réuni à la France (14 novembre 1810) et devint le *Département du Simplon*.

Un décret impérial signé aux Tuileries le 26 décembre 1810 arrêta l'organisation du nouveau département.

Le Valais fut divisé en trois arrondissements : *Sion*, chef-lieu, résidence du préfet ; *Brigue et St-Maurice*, sous-préfectures. Les différentes parties de l'administration furent établies sur le modèle de celles de France. Le préfet était seul chargé de l'administration du département. Il avait sous lui deux sous-préfets, un secrétaire général et trois conseillers de préfecture. »

L'inspecteur des postes du département du Doubs, de Reymond, fut envoyé en Valais par l'administration française pour y organiser les bureaux de poste².

Les postes du Valais furent exploitées dès lors au profit de la France.

Le département du Simplon formait la 127^e direction centrale des postes impériales³. Ce chiffre 127 est indiqué sur les sceaux et cachets postaux de l'époque.

¹ Loc. cit.

² Le 8 février 1814, de Reymond avise la Régie des postes du canton de Vaud qu'il se rendra en Valais pour la reprise des postes de ce pays. (Chancellerie d'Etat, Lausanne : Protocoles du Conseil d'Etat).

³ Il y avait une direction dans chaque département et, en outre, dans quelques villes importantes.

On voit encore à Rarogne la maison où se trouvait la Poste au temps du département du Simplon. Sur l'antique porte d'entrée, dans un encadrement sculpté, se lisent les mots : « Post aux lettres » ¹.

La direction des postes du Valais avait à sa tête un directeur, avec un traitement annuel de 1250 francs (de France), y compris les frais de bureau et un contrôleur, avec un traitement de 1041 francs.

Le *bureau composé* de Sion occupait deux *distributeurs* et un facteur. Le traitement du 1^{er} distributeur (probablement directeur du bureau) était de 200 francs par an, celui du 2^{me} distributeur (commis), de 144 francs et celui du facteur, de 150 francs.

Les directeurs des bureaux du département recevaient, outre leur traitement ordinaire, une provision de 1 1/2 % sur les recettes nettes des postes de la localité respective.

Le bureau de St-Maurice était un bureau d'échange d'où s'expédiaient cinq fois par semaine les lettres pour la Suisse, l'Allemagne, la Savoie, Genève, etc., et trois fois par semaine celles pour le Valais et l'Italie.

Les anciens fermiers de la poste aux lettres, Gay et Duc, demeurèrent attachés à ce service avec le titre d'entrepreneurs des postes. Ils recevaient au total un traitement de 326 francs 7 batz par mois (anc. valeur).

Dans l'année 1813, les Valaisans virent leur pays envahi par des troupes étrangères.

Les archives d'Etat ne fournissent que quelques renseignements sur les postes du Valais dans ces temps troublés. Nous en relevons les suivants :

31 octobre 1813 :

« D'après l'ordre de M. le commandant de la troupe autrichienne stationnée à Martigny, il sera établi le 1^{er} janvier

¹ Cette maison appartient à M. Théodore Oberhauser, à Rarogne.

1814 une garde de six hommes et un sergent à Riddes, pour servir de correspondance entre les commandants de troupes stationnées à Sion et à Martigny.

La garde sera toujours au complet et réunie pour être à même d'exécuter les ordres à toute heure.

Les ordonnances chargées de porter des lettres à Sion ou à Martigny demanderont un reçu pour leur justification.

Le chef de la garde délivrera pour toute lettre à lui remise un reçu avec l'heure de réception. »

(Sig.) DUMAY ¹.

Le service des transports militaires nécessita l'établissement d'un relais à Riddes, destiné à relever les chars allant de Sion à Martigny et vice-versa. Le commissaire des guerres Bergmann nomma comme chef de ce relais le citoyen Perey, avec un traitement de 32 francs par mois (23 janvier 1814).

« Le service, écrit ce dernier à son chef, a été pénible, Votre Excellence n'ignore pas que plusieurs employés ont été maltraités ».²

Les communes de Saillon, Leytron, Chamoson, Ardon, Isérables et Riddes doivent fournir des chars, chevaux ou mulets.

* * *

Le régime de la domination française fut aussi court, dit Bocard, que son envahissement avait été prompt et inattendu.

L'occupation de Paris par les Puissances coalisées entraîna la chute de Napoléon, qui signa son abdication à Fontainebleau le 11 avril 1814 et se retira à l'île d'Elbe.

¹ Le capitaine Dumay, commandant de la II^e compagnie de la garde nationale du canton de Martigny.

² Archives d'Etat du Valais : Correspondance et papiers relatifs aux postes.

La République fut aussitôt proclamée en Valais et un gouvernement provisoire établi. Par le traité de Paris du 30 mai 1814, les puissances accordent au Valais son indépendance et l'autorisent à se réunir à la Suisse. Le 12 décembre de la même année, il venait en effet prendre place dans la Confédération suisse comme 19^e canton.

Mais Napoléon s'échappa de l'exil et rentra triomphalement à Paris le 20 mars 1815. Son règne ne dura que cent jours et se termina par la défaite de Waterloo, le 18 juin suivant.

Les postes du Valais furent exploitées pour le compte de la France jusqu'au 31 mars 1815. La comptabilité française fut arrêtée à cette date et les recettes envoyées à Paris ¹.

V

1814-1830.

*Reprise de la route du Valais par les courriers Fischer
Traités à ce sujet. Rétablissement d'une course par le
St-Bernard. Réunion des trois services de la poste aux
lettres, des diligences et de la poste aux chevaux. Les
fermiers des postes cèdent au canton de Vaud leur privi-
lège sur la diligence. Nouveau règlement de la poste aux
chevaux. Chaises à porteurs. Nouvel uniforme des postil-
lons. Convention définitive avec Vaud, pour la diligence,
en 1818. Convention postale avec l'Autriche. Convention
de 1826, avec Vaud, pour la diligence. Tarifs. Communi-
cations.*

Le 22 avril 1814, le gouvernement provisoire de la République du Valais accordait à MM. Fischer, fermiers et administrateurs des postes dans les cantons de Berne, Fribourg et Soleure ², « le droit exclusif de la Régale des postes

¹ Elles se montaient à fr. 4291.03 (valeur actuelle) pour la période allant du 9 avril 1813 au 31 mars 1815.

² En date du 10 novembre 1815, MM. Fischer affermèrent la Poste aux lettres de Genève.

pour l'établissement des courriers de lettres et de messageries dans toute l'étendue de la République » aux conditions suivantes :

ARTICLE PREMIER. MM. Fischer seront en possession exclusive de tous genres de transport affectés aux offices des postes aux lettres et qui, de leur nature, leur sont confiés et enfin tels qu'ils les recevront des Postes des Pays voisins pour les faire transiter par le Valais et réciproquement ceux qui partiront du Valais pour être reçus par les postes aux lettres des pays aboutissants et cela pour en opérer la traversée du Valais depuis toutes ses frontières correspondantes à leurs propres frais et risques, force majeure exceptée.

ART. 2. MM. Fischer au lieu de payer une finance à l'Etat s'engagent :

a. De fournir annuellement à leurs frais, à la disposition du gouvernement, 40 gazettes imprimées en Suisse d'après l'indication du gouvernement.

b. De faire transporter les lettres intérieures du Valais dès l'intérieur du pays, et celles venant de l'étranger dans les bureaux accoutumés de la grande route du Valais et de les faire distribuer sans taxe, et celles de l'étranger sans augmentation en sus des remboursements.

c. De se charger des frais des bureaux et appointements des commis sans autre indemnité de la part du gouvernement. Ils seront aussi transporter sans taxe ni frais les dépêches et paquets de papiers et sans valeur, reconnus comme plis officiels, remis par les chefs du gouvernement, comme aussi ceux contresignés par les Grands Chatelains et chefs des Dixains, pour tout le pays où ils auront l'entreprise des postes, ainsi que toutes celles adressées aux autorités désignées.

ART. 3. MM. Fischer seront en droit de faire visiter les établissements et entreprises de transport quelconques, pour reconnaître s'ils ne sont pas chargés de lettres ou de paquets d'objets du ressort des postes qui n'excéderaient pas 12 livres de marcs poids brut, destinés à traverser le Valais, en s'adressant pour cela aux autorités locales ou aux troupes faisant service de gendarmerie, s'il y en est établi, à l'effet de quoi le gouvernement prêterait toute assistance.

ART. 4. Le port de paquets, valeurs et marchandises sera sur l'ancien pied, sauf les déboursés de l'étranger.

ART. 5. Messieurs Fischer s'engagent à éviter autant que possible les difficultés avec les administrations voisines pour la taxe, mais ils seront cependant autorisés à les retirer dans la même proportion que les administrations les exigent pour elles, en quoi le gouvernement du Valais les avisera et en tous cas de demander pour part du Valais 4 kr. par lettre simple.

ART. 6. Aux conditions ci-dessus le gouvernement du Valais promet de son côté sa haute protection et assistance à tous les établissements, bureaux et courriers que MM. Fischer établissent et à cet effet. Les courriers devront porter la livrée et l'écusson aux armes du Valais ¹.

Cette convention était faite pour le terme de quinze années et devait durer jusqu'au 1^{er} mai 1829.

Nous pensons qu'elle fut résiliée dès que l'Etat du Valais eut affermé ses postes à des gens du pays, soit en 1815, mais MM. Fischer demeurèrent libres de passer avec leurs courriers par le Valais jusqu'en 1821.

Le 26 mai 1814, MM. Fischer passaient avec la direction générale des postes de Milan une convention provisoire valable pour une année, pour la transmission réciproque des lettres, paquets et valeurs pour Milan, Genève et Berne par le Simplon. Il y avait trois communications par semaine.

MM. Fischer payaient à l'Office de Milan 824 livres italiennes par an pour le passage de leurs courriers. Cette convention fut remplacée par un traité fait à Vienne le 1^{er} septembre 1816. En vertu de ce traité, l'échange réciproque des correspondances avait lieu trois fois par semaine par la route qui conduit de Milan à Sesto Calende, traverse de là le territoire piémontais et se dirige sur Brigue, Sion, St-Maurice, etc. ².

Une autre convention, entre MM. Fischer et le roi de Sardaigne, signée à Turin le 22 juillet 1814, accordait aux

¹ Archives de Monsieur R. L. F. de Fischer, à Berne : Posttraktaten Buch.

² Par acte additionnel à cette convention, du 30 mai 1814, libre passage est accordé aux courriers Fischer par le Chablais.

premiers, moyennant 200 livres de Piémont, libre passage dans les Etats de Sa Majesté.

Il y avait également trois communications par semaine, par le Simplon et le Novarrais ¹. Mais, par une convention du 9 novembre 1816, l'office de Turin s'engageait à expédier par la route du Mont-Cenis, sur Genève, la presque totalité des lettres pour la Suisse ².

* * *

Les changements apportés dans l'organisation des postes par le régime du Département du Simplon avaient naturellement annulé les engagements contractés avant 1810 entre le gouvernement et les deux entreprises postales valaisannes (Poste aux lettres et Poste aux chevaux et diligences).

La compagnie de la « Poste aux chevaux et des diligences » rentra en possession de ses anciens droits dès l'année 1815. Et, malgré le droit exclusif accordé à MM. Fischer, le 22 avril 1814, d'établir des courriers en lettres et messagerie, la Diète valaisanne mettait aux enchères, vers la fin de l'année 1815, le « privilège de la poste aux lettres ». Ce privilège fut accordé à la compagnie de la poste aux chevaux et des diligences, qui fit les plus fortes offres. Les trois services de la poste aux chevaux, des diligences et de la poste aux lettres, tout en restant distincts les uns des autres, furent ainsi réunis sous une même administration.

Un des quatre associés, de Riedmatten, devint administrateur principal des postes du Valais (1816).

Le sceau de l'administration porte, dès 1816, les armes du Valais, avec l'inscription :

« Canton du Valais. — Office des Postes ³. »

¹ Ce traité fut résilié le 31 décembre 1821.

² En 1828, MM. Fischer traitaient avec l'Autriche pour l'échange des correspondances par le St-Gothard.

³ Les entêtes de lettres portaient encore les titres suivants : La ferme des postes et diligences (1816). Les entrepreneurs de la diligence et les

En 1816, la « Société des fermiers de la poste aux lettres, de la diligence et de la poste aux chevaux » établit une diligence entre St-Maurice et Domo-d'Ossola. Au dire de la Société, à ce moment « tout commerce et toute circulation de voyageurs étaient presque nuls ». Elle demandait, en conséquence, la suppression du droit de barrière ¹.

* * *

Un traité concernant le service du « courrier de la malle » (des lettres) est signé à Sion le 7 janvier 1816 par les représentants des offices de Vaud et du Valais.

Ce document ne nous est pas parvenu.

Le 5 novembre 1816, une convention est conclue à Turin, pour le terme de 5 ans, entre l'Office des postes du Valais et l'Office général des postes royales de Sardaigne pour « l'établissement d'une course par le St-Bernard ». L'office du Valais fera transporter à ses frais au bureau d'Aoste sa correspondance et celle qu'il recevra de Suisse pour les Etats de S. M. Il fera de même prendre au dit bureau les dépêches à destination du Valais, des cantons de Vaud et de Neuchâtel ². Les personnes chargées de ce transport seront choisies parmi les sujets du roi. Elles seront munies d'un passeport de la Direction générale des postes sardes, afin que non seulement elles ne puissent être retardées dans leur course, mais qu'elles soient assistées en cas de besoin....

L'Office général des postes royales dirigera sur le bureau

fermiers de la poste aux lettres (1819). — Les concessionnaires du privilège des postes et diligences (1828). Archives d'Etat du Valais : Correspondances de l'administration des postes.

¹ A Sion, entre autres, les portes de la ville se fermaient pendant la nuit et les gardes se faisaient payer une rétribution pour l'ouverture. On demande la suppression de ce droit (1817).

² Le 27 novembre 1816, les cantons de Vaud et de Neuchâtel adhéraient à cette convention.

d'Aoste, pour être remises au courrier du Valais, les lettres provenant du duché de Gênes, des diverses provinces du Piémont, de la ville de Turin, des provinces d'Ivrée et d'Aoste pour les cantons de Vaud, du Valais et de Neuchâtel. L'échange de ces correspondances se fera gratuitement de part et d'autre, sauf les déboursés respectifs. Le service aura lieu deux fois par semaine....¹ »

* * *

En date du 10 novembre de la même année 1816, les fermiers des postes du Valais « cèdent à la Régie des postes du canton de Vaud, pour le terme d'un an, leur privilège pour l'établissement d'une diligence, tel qu'ils le tiennent eux-mêmes du gouvernement du Valais, par sa concession du 28 août 1808 et par le renouvellement de cette concession du 25 mai 1816 ». Mais ils conservent le titre et les honneurs de propriétaires de l'entreprise, tant auprès de leur gouvernement qu'auprès de tous ceux avec lesquels le service les appellerait à traiter.

Les frais d'établissement de la diligence sont à la charge du canton de Vaud, ainsi que les frais de la course de Saint-Maurice à Domo-d'Ossola et les droits de barrière au Simplon... La Régie de Vaud paiera aux fermiers, pour trois courses de diligence par semaine dans chaque sens, la somme annuelle de 8040 francs de Suisse ². Pour le service des voyageurs, les bureaux recevront une provision de 4 % sur le produit brut, sauf celui de Brigue, qui n'aura droit à aucune indemnité. La recette totale de la diligence, tant en voyageurs qu'en valeurs, appartient à la Régie des postes

¹ Archives du Département des finances, Lausanne.

² Dans ce prix est compris le transport de la malle des lettres, transport effectué au moyen d'un char à banc attelé d'un cheval.

du canton de Vaud ¹. Les tarifs seront établis par elle sous réserve de l'approbation du Conseil d'Etat du Valais. Les fermiers des postes du Valais surveilleront le service et feront tous les voyages nécessaires, mais aux frais du canton de Vaud ².

* * *

Le 9 juillet 1817 paraissait un nouveau « Règlement concernant la Poste aux chevaux ».

En vertu de ce règlement, qui reçut des articles additionnels en 1818, un droit de passage destiné « à faire face à une partie des frais d'entretien de la route du Simplon », était perçu sur chaque voiture ou cavalier passant sur cette route comme suit :

Pour chaque cheval ou mulet attelé à un traîneau ou à une voiture non suspendue, 2 fr.

Pour chaque cheval attelé à une voiture suspendue, voyageant sur ses roues, soit sur un traîneau, 4 fr.

Pour chaque cheval ou mulet, monté de son cavalier chargé à dos, 1 fr. 4 batz.

Pour un âne chargé ou à vide, 7 batz.

Les voitures en poste étaient soumises à ce droit comme les autres véhicules.

Une indemnité supplémentaire était perçue *en hiver* pour la traversée du Simplon au moyen de la poste aux chevaux.

Des guides à pied accompagnaient les traîneaux.

¹ La recette se composait du produit des places de voyageurs, du surpoids de leurs effets et des taxes des objets excédant 12 livres.

² Arch. du Département des finances du canton de Vaud.

Il fallait :

pour un cabriolet ou une voiture à soufflet, 1 guide ;
pour une voiture à quatre roues coupée, 2 guides ;
pour une berline, 3 guides.

Ces guides étaient payés à raison de 7 batz par poste.

A cette époque, on utilisait aussi des chaises à porteurs. Pour la location d'une chaise, on payait 2 batz par poste ; pour chaque porteur, 10 batz par poste.

Le nombre des porteurs était fixé comme suit :
pour toute personne, au moins 6 porteurs ;
pour une personne de 170 à 200 livres, 7 porteurs ;
pour une personne pesant plus de 200 livres, 8 porteurs.

L'uniforme des postillons consistait en une veste bleue de ciel, avec collet et parements rouges ¹.

Il faut ajouter à cette pièce d'habillement, des culottes de peau, des bottes à l'écuyère et un chapeau de peau rond ².

* * *

C'est à titre d'essai que le canton de Vaud s'était chargé, en 1816, de la diligence du Valais.

Une convention définitive, pour cinq ans, fut signée à Sion le 30 septembre 1818.

Par cette convention, les fermiers des postes du Valais « renoncent à toute part dans le produit de la diligence aussi longtemps que les premiers frais d'établissement, d'entretien des voitures, de courses, etc., ne seront pas couverts. Mais dès que les recettes présenteront un excédent sur les dépenses, le 1/5 de cet excédent leur sera remis. Les 4/5 du bénéfice appartiendront à la Régie de Vaud ³.

¹ Recueil des lois du Valais. Années 1817 et 1818.

² Archives d'Etat, Sion : papiers relatifs aux postes.

³ Archives du Département des finances, Lausanne.

Cette convention fut renouvelée sans changement, pour trois ans, soit jusqu'en 1826, en date du 14 mars 1823.

* * *

Le 16 décembre 1821, les cantons de Vaud et du Valais font une convention pour 25 ans avec l'Autriche, pour l'échange, par la voie du Simplon, des correspondances des cantons du Valais, de Vaud, Neuchâtel, Fribourg, Soleure et Berne, à destination du royaume Lombard-Vénitien, du midi du Tyrol, de la Carinthie, de l'Illyrie, de la Dalmatie, des duchés de Parme et de Plaisance, de Modène, de Massa Carrara, de Lucques, du Grand-Duché de Toscane, de l'Etat Pontifical, du royaume des Deux-Siciles, des îles de l'Adriatique et de la Méditerranée et des îles Barbaresques, et vice-versa.

L'échange aura lieu trois fois par semaine, gratuitement, c'est-à-dire sans aucune bonification, ni port, au bureau frontière impérial de Sesto Calende. Les dépêches dont les courriers suisses seront porteurs seront contenues dans des malles closes, avec un cadenas à lettres sur le secret duquel s'entendront les directeurs des bureaux frontières correspondants ¹.

* * *

La convention de 1823 avec Vaud, pour la diligence, est renouvelée pour cinq ans, avec quelques changements, le 3 janvier 1826. Elle sera valable, comme la convention avec le même Etat pour la poste aux lettres, jusqu'au 30 avril 1831.

Les bénéfices nets de la diligence seront partagés par moitié entre la Régie de Vaud et les fermiers. Ceux-ci administreront tout ce qui touche à ce service. Ils recevront de ce fait une indemnité de 800 francs de Suisse.

¹ Archives du Département des finances, Lausanne. Convention originale avec reliure en velours.

Le prix des places est fixé à 4 batz par lieue pour les Valaisans et à 7 batz par lieue pour les étrangers.

« Les parties contractantes, pénétrées de l'importance qu'il y aurait à donner de l'activité au service des diligences, s'engagent à prendre toutes les mesures, tant pour faire coïncider l'arrivée et le départ des voitures des deux cantons, que pour accélérer la course des voyageurs entre Pontarlier, Genève et l'Italie ¹. »

* * *

Voici un aperçu des taxes perçues en Valais, aux environs de 1830 (système de la ferme) pour les lettres à destination des autres cantons de la Suisse et de l'étranger ²:

	Lettre simple	O N C E S					
		2/8	4/8	5/8	6/8	7/8	1
		et 3/8					
VAUD : Vevey et en deçà	Kreuzer 4	6	8	10	12	14	16
Au delà de Vevey jusqu'à							
Lausanne	»	6	10	12	16	18	24
» » Lausanne et							
tout le canton	»	8	12	16	20	24	32
Genève, Evian et Thonon	»	10	16	20	26	30	40
Berne ville et Thoune	»	12	18	24	30	36	48
Berne canton et cant.de Soleure	»	14	22	28	36	44	56
Bâle, Argovie, Lucerne,							
Neuchâtel ville	»	16	24	32	40	48	64
Neuchâtel (principauté) Zug,							
Schwytz, Uri, Unterwald,							
Schaff house et Zurich	»	18	28	36	46	54	72
Bavière, Wurtemberg,							
Saxe, Hanovre	»	34	52	68	86	104	136
Italie	»	8	12	16	20	24	32
France. (On ne peut affranchir que jusqu'à Genève.)							

¹ Archives du Département des finances, Lausanne.

² Archives d'Etat du Valais. papiers relatifs aux postes.

Les lettres expédiées en Valais pour le Valais même sont franches de port.

* * *

En 1830, une diligence à 5 places partait trois fois par semaine de Lausanne, à 8 heures du soir, pour le Valais et l'Italie, par le Simplon. Une autre diligence partait quatre fois par semaine de Lausanne pour St-Maurice. Un courrier partait deux fois par semaine, de Lausanne également, pour Turin par le Grand St-Bernard ¹. Les départs et arrivées des courriers étaient fixés comme suit pour les principaux bureaux du Valais ² :

ARRIVÉE		BUREAUX	DÉPART	
de Lausanne, de France et d'Allemagne (lundi, mercredi et vendredi)	d'Italie		pour Lausanne, la France et l'Allemagne (lundi, mercredi et vendredi)	pour l'Italie ⁴
à	à		à	à
8 h. soir	6 h. soir	Brigue	9 h. soir	3 h. matin
7 h. soir	10 h. soir	Viège	1/4 d'heure après l'arrivée	1/4 d'heure après l'arrivée
5 1/2 h. soir	11 1/2 h. soir	Tourtemagne	1/4 d'heure après l'arrivée	1/4 d'heure après l'arrivée
5 h. soir	Minuit	La Souste	Arrêt de quelques minutes	Arrêt de quelques minutes
3 1/2 h. soir	1 1/2 h. matin	Sierre	1/4 d'heure après l'arrivée	1/4 d'heure après l'arrivée
Midi	4 h. matin	Sion	5 h. matin	1 h. soir
9 h. matin	9 1/2 h. matin	Martigny	1/4 d'heure après l'arrivée	1/4 d'heure après l'arrivée
5 h. matin	Entre midi et 1 h. soir	St-Maurice	4 h. soir	6 h. matin

Le petit almanach d'où nous tirons l'horaire qui précède donne encore les renseignements suivants concernant le

¹ Chavannes, Dan.-Alexandre : *De l'administration publique du canton de Vaud de 1803 à 1831.*

² *Der Wandernde Rote durch Wallis, 1830.* In Zug gedruckt bei Johann-Michael-Alois Blunschli und zu haben in der Schwällerchen Buchbinderei zu Brig. (Bibl. nat. suisse.)

³ et ⁴ Lire de bas en haut.

service postal en Valais : « Les heures de départ et d'arrivée des courriers ne peuvent être indiquées d'une manière précise que pour la bonne saison et non pour l'hiver, vu le mauvais état des routes à cause du temps... Les groups et paquets doivent être bien emballés et consignés au moins 2 heures avant l'arrivée des courriers. »

* * *

En 1830, dernière année de la ferme, on se plaignait du fait que les lettres du canton de Vaud, arrivant à St-Maurice le samedi soir, n'étaient rendues à Monthey que le mardi à la tombée de la nuit et remises à leur adresse le mercredi seulement. On ne pouvait répondre à ces lettres que le vendredi. Il fallait six jours pour avoir une réponse d'un endroit éloigné de 3 ou 4 lieues. A Vionnaz, par exemple, il fallait attendre cinq jours pour avoir une réponse de Saint-Maurice ¹. Et pourtant, au dire du président du dixain de Monthey, les étrangers étaient déjà une ressource des plus précieuses pour le Valais.

VI

La Régie des postes.

(1830-1848)

Suppression de la Ferme et création d'une Régie des postes. Relations postales avec la Sardaigne. Nouvelle convention postale avec le canton de Vaud. Règlement pour la poste aux lettres et les diligences. La diligence du Simplon. Règlement pour la poste aux chevaux. Bureaux de poste. Recettes. Traitements. Etat du service postal en 1848-49. Conclusion.

Une importante transformation fut opérée dans le service postal du Valais au cours de l'année 1830.

¹ Archives d'Etat du Valais. Papiers relatifs aux postes.

Ainsi que cela se pratiqua à la même époque dans plusieurs cantons, notamment dans ceux de Berne, Genève et Fribourg, le système de la ferme fut supprimé en Valais et remplacé par une régie. Cette régie dépendait directement du gouvernement et administrait le service postal au profit de l'Etat.

La Régie des postes du Valais fut régulièrement organisée en 1831. La liquidation de la ferme des postes eut lieu le 5 mai de ladite année. Le pays était à ce moment désolé par la guerre civile. Le gouvernement de Sion dut établir de St-Maurice à Sion un service à pied par les gendarmes. On expédiait aussi par ce moyen les correspondances particulières.

Plusieurs personnalités du Valais sollicitèrent des emplois dans la nouvelle administration. Le colonel Zenklusen demande, en 1831, d'être nommé intendant des postes. Le capitaine Lager et de Rivaz, demandent également d'être « employés aux postes ».

La Régie fut composée d'un conseiller d'Etat remplissant la charge de président ¹ et d'un intendant, chef de l'administration des postes ².

Nous n'avons trouvé mention d'un intendant que dès le mois de janvier 1833. Charles Bovier occupa ce poste jusqu'en 1845 ³.

* * *

La Régie s'entendit avec la Sardaigne pour l'échange des correspondances avec ce royaume. Les offices de Martigny, Brigue et St-Gingolph furent désignés comme bureaux

¹ Son Excellence J.-M. de Courten fut pendant plusieurs années président de la Régie. Nous le rencontrons comme tel de 1831 à 1839.

² En 1840, Aymon est secrétaire de la Régie.

³ La place d'intendant fut, comme nous le verrons plus loin, supprimée en 1847, pendant le Sonderbund.

d'échange pour le Valais, et ceux de Turin, Aoste et Evian, comme points de contact pour la Sardaigne. Ce dernier pays était divisé en trois rayons de taxation. Les lettres en provenant étaient livrées au Valais à raison de 7, 12 et 16 décimes par 30 grammes. Le Valais livrait les siennes à la Sardaigne à raison de 9 décimes par 30 grammes ¹.

En 1838, les lettres pour l'Italie étaient renfermées dans une simple valise que l'on confondait avec celles des voyageurs ².

* * *

Le 26 juin 1833, le Conseil d'Etat du Valais ratifia un traité conclu le 10 avril de la même année entre l'office des postes de ce canton et celui du canton de Vaud.

Ces deux offices, « animés du désir d'entretenir et d'augmenter la bonne intelligence et les relations de bon voisinage qui existent entre eux », conviennent, entre autres, des points suivants :

« L'échange des correspondances, des voyageurs, des valeurs et des marchandises aura lieu, comme jusque à présent, au moyen de voitures établies par les deux administrations.

La diligence du Simplon effectuera trois courses par semaine. Une autre diligence, celle de Vevey, arrivera tous les jours à St-Maurice, à 6 heures du soir environ, et en repartira le lendemain à 6 heures du matin.

Ce traité, conclu pour le terme d'une année, continuera d'année en année sur le même pied, tant que l'un des deux offices n'aura pas prévenu l'autre six mois à l'avance ³. »

¹ Archives d'Etat du Valais : comptabilité postale.

² Archives d'Etat, Sion : correspondances de la Régie des postes.

³ Un nouveau traité, destiné à remplacer celui de 1833, fut conclu en 1838, mais il ne fut pas ratifié par le canton du Valais. (Archives du Département cantonal des finances, Lausanne.)

Dès le premier septembre 1841, un bureau de comptabilité, entretenu par le canton de Vaud, fonctionna à Saint-Maurice.

* * *

Un « *Règlement pour le service de la poste aux lettres et des diligences* » fut publié le 1^{er} octobre 1840.

Ce règlement n'indique pas la taxe des lettres ¹. Il nous apprend, en revanche, que les lettres dont le port était payé d'avance devaient être munies du timbre PP. (port payé) et de l'indication de la taxe ². Les remboursements n'étaient pas admis. La poste acceptait déjà, par contre, des abonnements aux journaux ³.

Les nationaux bénéficiaient d'une réduction du tiers sur le prix des places.

Les conducteurs valaisans, au temps de la Régie, portaient un uniforme de drap « bleu-céleste » avec galons d'argent.

Vers 1840, la diligence du Simplon effectuait quatre courses par semaine. En partant de Milan le mardi à 6 heures du matin, on arrivait à St-Maurice le jeudi à 4 heures de l'après-midi. Une place d'intérieur Genève-Milan, simple course, coûtait 70 fr. 30, argent de France ⁴. La diligence du Chablais faisait quelque concurrence à celle du canton de Vaud, mais c'était, suivant l'expression d'un haut fonctionnaire de la Régie des postes vaudoises « un fruit mal mûr

¹ D'après Bavier : *Das schweizerische Postwesen* (Zurich 1878), le port interne des lettres du Valais coûtait de 7 à 49 centimes suivant le poids et la distance.

² Les timbres à date ont été mis en usage en Valais dès le 17 juillet 1838. Les premiers de ces timbres furent commandés chez le graveur Leppel, à Paris, qui en avait fabriqué de semblables pour le canton de Vaud.

³ Recueil des lois du Valais, 1840.

⁴ En 1850, une course Lausanne-Milan avait lieu une fois par jour. On partait de Lausanne à 11 h. 15 du matin pour arriver à Domo le lendemain à 8 h. du soir.

qui agaçait les dents de tous ceux qui voulaient y mordre et chacun disait à l'autre : goûte-le le premier ¹ »

* * *

Le « *Règlement pour la poste aux chevaux* » du 19 septembre 1840 remplaça les dispositions de 1817, 1818 et 1829 sur la matière. Ce règlement ne contient rien de caractéristique qui n'ait été déjà relevé précédemment.

En 1840, les maîtres de poste versaient annuellement et collectivement au Trésor la somme de 2000 francs pour le privilège de la poste aux chevaux, cela suivant l'importance des relais. Moyennant cette indemnité, les recettes de ce service leur étaient abandonnées ².

* * *

A la fin de l'année 1848, le canton du Valais ne possédait que 11 bureaux de poste et une douzaine de dépôts de lettres.

Voici la liste des *bureaux* valaisans, avec les noms de leurs titulaires ³ :

BUREAUX	DIRECTEURS
Brigue	MM. Stockalper, Théodore.
Viège	Andermatten, Donat.
Bains de Loèche	Mlle Bruttin.
Loèche-ville	MM. Bayard, Ignace.
Sierre	Anthoine, Jean, fils.
Sion	Bonvin, Alphonse.
Martigny	Lugon, Elie.
St-Maurice	Bertrand, Adrien.
Monthey	Pottier, Adrien-Fritz.
Vouvry	Mme Porchet, née Cornut.
St-Gingolph	M. Pédrionin, fils.

¹ Lettre de Wyder, contrôleur des postes vaudoises, à la Régie du canton de Vaud, 1831.

² En 1832, il n'y avait qu'un seul maître de poste. Il recevait un traitement annuel de 85 louis et l'Etat encaissait les recettes.

³ Annuaire officiel du canton du Valais pour l'année 1849, page 44. Sion, chez Calpini-Albertazzi, imprimeur-libraire.

* * *

En 1834, les postes rapportaient à l'Etat du Valais environ 15,000 francs anciens. Nous n'avons pas de données complètes pour les autres années du régime de la Régie ¹.

En 1838, les directeurs des bureaux de poste du canton recevaient le traitements suivants : à Brigue, 1000 fr. ; à Viège, 120 fr. ; à Loèche-Ville, 400 fr. ; à Sierre, 120 fr. ; à Sion, 700 fr. ; à St-Maurice, 1000 fr. ; à Monthey, 140 fr. ; à St-Gingolph, 100 fr. par an. ²

* * *

A la fin de 1847, lors de la chute du Sonderbund, l'intendant des postes fut destitué. Plusieurs citoyens ayant postulé cette place, le Conseil d'Etat, peut-être embarrassé dans le choix, ou pour ne désobliger personne, jugea à propos de supprimer l'intendance des postes. Un conseiller d'Etat, avec un seul secrétaire ³, fut chargé de la Régie des postes. En 1848, ce secrétaire n'avait qu'un traitement de 640 francs par an. Mais il cumulait une demi-douzaine de places. En même temps que secrétaire de la Régie, il était inspecteur des prisons du canton ; juge au tribunal du district de Sion ; membre du Conseil municipal ; directeur de la Compagnie générale française contre l'incendie, pour le canton du Valais, et commandant de bataillon. Il s'appliquait, en outre, à faire valoir quelques propriétés ⁴.

¹ En 1852, l'indemnité annuelle à payer par la Confédération au Valais pour le rachat de son droit régalien des postes fut fixée à fr. 26,488 07, nouvelle valeur.

² Archives d'Etat du Valais : comptes semestriels des bureaux de poste.

³ Joseph de Nuccé, ancien officier au service étranger capitulé.

⁴ Note particulière, du 29 août 1849, sur l'administration des postes du Valais. (Collection de l'auteur.)

* * *

Comme chacun le sait, les postes suisses furent centralisées par la Constitution de 1848. Elles sont exploitées pour le compte de la Confédération depuis le 1^{er} janvier 1849. Dès cette date, le canton du Valais fait partie du II^e arrondissement postal¹.

Il y eut une période de *transition* pendant laquelle l'administration cantonale continua de fonctionner, mais sous les ordres de la Direction des postes de Lausanne. Le 23 juin 1849, l'ancien secrétaire de la Régie portait encore le titre de « Secrétaire de l'Administration des postes en Valais ».

A cette date, ce fonctionnaire fait du service postal en Valais et du travail qui lui incombait comme chef effectif de l'administration des postes de ce canton, le sombre tableau que voici, en résumé :

«Etait-il possible à un seul employé de faire marcher simultanément toutes les branches du service postal dans un canton où, depuis nombre d'années, ce service avait été singulièrement négligé et où les employés de tous genres avaient perdu l'habitude de la régularité et de l'obéissance ? Un seul employé pouvait-il suivre le service journalier en exerçant la surveillance convenable sur tous les employés du canton ; tenir la caisse et la comptabilité ; exercer le contrôle des comptes ; suivre les réclamations ; s'occuper d'abonnements aux journaux ; tenir la correspondance intérieure et extérieure ; adresser fréquemment des circulaires aux Directeurs et autres employés pour leur rappeler des articles de règlement tombés en désuétude depuis longtemps ; faire une partie des comptes des directeurs des bureaux, qui les

¹ Le II^e arrondissement postal, dont le siège est à Lausanne, comprend les cantons du Valais, de Fribourg et de Vaud, moins le district de Nyon rattaché au I^{er} arrondissement.

envoyaient incomplets ou fourmillant d'erreurs ; répondre à toutes les demandes de renseignements...; emballer moi-même les imprimés à envoyer dans les divers bureaux... Parfois il me semblait que j'allais devenir fou ; ma cervelle se brouillait et j'en perdais la tête. J'avais beau rester au bureau tout le jour et la moitié des nuits, je voyais qu'il était impossible de tout faire ; je faisais le plus pressé et je négligeais ce qui me paraissait moins urgent. Voilà comment j'ai vécu depuis que je suis aux postes... » ¹

Heureusement, pour ce brave homme, que l'Administration fédérale vint le tirer d'embarras en le déchargeant de ses écrasantes fonctions. En effet, avant la fin de l'année 1849, la place de secrétaire des postes du Valais fut supprimée et celui qui l'occupait rentra dans le rang comme titulaire du bureau de Sion.

* * *

C'est ainsi que prit fin, après bien des vicissitudes, la poste cantonale valaisanne.

Il appartenait à l'Administration fédérale des postes de perfectionner, grâce à des moyens dont on ne disposait pas au bon vieux temps des diligences, l'œuvre commencée en 1616 par les Valaisans et de la maintenir à la hauteur des exigences sans cesse croissantes du progrès.

M. HENRIOUD.

¹ Lettre de M. de Nucé, du 20 août 1849, au directeur du II^e arrondissement postal.

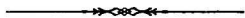


TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION	4
I. — XVII ^e SIÈCLE. Origines du service postal en Valais: les tambours font l'office de messagers. Nomination de deux courriers. Le courrier Lyon-Milan en 1640. Deux entreprises rivales. Octroi du libre passage par le Valais aux courriers Fischer	6
II. — XVIII ^e SIÈCLE. La franchise de port pour toutes les lettres écrites et distribuées en Valais. Les postes dans le Bas-Valais. La poste Fischer. Traités de Turin, Milan et Gênes. Le transit international. Le courrier de Milan. Horaire postal de 1755. Les postes helvétiques.	12
III. — 1802-1810. Mise aux enchères de la Poste aux lettres. Traité postal avec Vaud. Le gouvernement vaudois prend à ferme la poste aux lettres du Valais. Traité postal entre la République italienne et le canton de Vaud. Le service postal dans les dixains de Con- ches et d'Entremont. Etablissement d'un service de transport pour les voyageurs. La Compagnie des Postes et Diligences. Tarif et règlement de la poste aux chevaux et des diligences. Uniformes	18
IV. — LE DÉPARTEMENT DU SIMPLON (1810-1814). Organisation des postes du Département. Personnel. Les postes pendant l'occupation militaire étrangère. Règlement de compte final avec l'administration française	28

V. — 1814-1830. Reprise de la route du Valais par les courriers Fischer. Traités à ce sujet. Rétablissement d'une course par le St-Bernard. Réunion des trois services de la poste aux lettres, des diligences et de la poste aux chevaux. Les fermiers des postes cèdent au canton de Vaud leur privilège sur la dili- gence. Nouveau règlement de la poste aux chevaux. Chaises à porteurs. Nouvel uniforme des postillons. Convention définitive avec Vaud, pour la diligence, en 1818. Convention postale avec l'Autriche. Con- vention de 1826, avec Vaud, pour la diligence. Ta- rifs. Communications	31
VI. — LA RÉGIE DES POSTES (1830-1848). Suppression de la Ferme et création d'une Régie des postes. Relations postales avec la Sardaigne. Nouvelle con- vention postale avec le canton de Vaud. Règlement pour la poste aux lettres et les diligences. La dili- gence du Simplon. Règlement pour la poste aux chevaux. Bureaux de poste. Recettes. Traitements. Etat du service postal en 1848-49. Conclusion . . .	42



DU MÊME AUTEUR

PRIX

Les Postes vaudoises sous le Régime cantonal
(1804-1848) Epuisé.

Histoire des Postes de Genève 1 franc.

Les Postes dans le Pays de Neuchâtel dès
leur origine à 1849 1 franc.

La Communauté et les gens de Suchy jusqu'au
XVIII^e siècle 1 franc.

